

liards, et des milliards! Nous en avons fait le calcul et nous nous sommes rendu compte qu'un tel programme n'exigerait à peu près pas d'administration. Il s'agit de savoir que l'on est canadien, que l'on est en vie, et quel est son âge. C'est tout. Il n'y aurait que le cas des invalides qui exigerait peut-être une plus longue enquête, mais en réduisant l'administration au minimum, le coût d'un tel programme ne dépasserait que de quelques milliards le coût de tous les programmes sociaux qui existent actuellement au Canada. Si nous appliquons en plus le principe fondamental à l'effet que normalement ce revenu minimum devrait provenir de notre propre dividende national, c'est-à-dire que nous ne recourrons pas exclusivement aux taxes et aux impôts pour l'accorder, monsieur le président, nous pourrions établir un système qui ferait de chaque Canadien un citoyen véritablement libre et qui saurait qu'en plus de ce revenu minimum garanti rien ne l'empêcherait de travailler, d'augmenter son revenu. Actuellement, on surveille le chômeur, ou l'assisté social, et s'il ose travailler, on lui coupe ses prestations. C'est pour cela qu'on assiste à une course à l'assurance-chômage, monsieur le président.

Un tel système favoriserait l'ambition instinctive qu'ont tous les hommes, tous les humains, soit celle d'avoir autant que l'autre, ainsi qu'une saine émulation. Qui n'irait pas travailler, monsieur le président, même à \$30 ou \$40 par semaine pour augmenter son revenu minimum garanti? Qui ne le ferait pas?

Nous ne serions plus aux prises avec des situations où nous serions forcés de recourir à des Antillais pour cueillir les pommes au Québec, puisque, à cause de programmes inadéquats établis depuis des années, on a appris aux citoyens à ne pas travailler. Ils ont raison, parce que les systèmes sont faux. Il faudrait donc penser sérieusement à établir un système de revenu minimum annuel garanti tel que nous le préconisons.

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je crois que c'est la première fois que j'ai l'occasion, au nom de mon parti, de répondre le premier à une motion proposée par le Crédit social. J'aimerais dire au député de Champlain (M. Matte) que je me sens un peu mal à l'aise lorsque je l'entends discuter de politique monétaire et, parfois, de politique économique en général. J'ai constaté, cependant, au fil des années, que son parti a plaidé, à l'occasion, de façon vigoureuse et consistante en faveur des Canadiens qui ont le plus besoin d'aide. Les membres de ce parti ont été de bons porte-parole des pauvres du Canada. Je les en félicite. A titre personnel, permettez-moi d'exprimer tous mes vœux au chef du Crédit social, le député de Témiscamingue (M. Caouette), qui, à mon avis, est l'un des parlementaires les plus intéressants, les plus efficaces et les plus divertissants à la Chambre. Je lui adresse tous mes vœux de prompt rétablissement.

L'auteur de la motion avait vraiment raison de signaler que même si le Canada est un pays riche et qu'il compte toujours parmi les pays les plus prospères—le Canada participe toujours à toutes les réunions importantes des pays développés—même si nous sommes riches, si nous possédons d'immenses ressources et une énorme capacité de production, un citoyen canadien sur quatre vit au seuil de la pauvreté ou en deçà. Dieu sait que le seuil de la pauvreté ne représente pas du tout un niveau de vie convenable. Ce n'est certainement pas le cas pendant une période d'inflation débridée. Un Canadien sur cinq ou peut-être maintenant un sur quatre a un niveau de vie égal

Revenu minimum garanti

ou inférieur au seuil de la pauvreté; la moitié des personnes âgées de 65 ans et plus se trouvent dans cette situation.

● (1540)

Il doit y avoir quelque chose qui cloche dans un système qui d'année en année tolère autant de pauvreté dans un pays d'abondance. Souvent je songe à l'effronterie flagrante de ce parti politique qui peut créer une telle situation d'année en année et quand même insister auprès du peuple canadien pour être le seul à avoir le pouvoir de gouverner le pays. N'est-ce pas actuellement le meilleur moment pour le parti au pouvoir d'avoir assez d'humilité pour demander s'il convient vraiment au peuple canadien?

Nous devons trouver un moyen d'améliorer le sort d'un plus grand nombre de nos concitoyens. Nous savons tous qu'il existe de très nombreux programmes. Il y a abondance de programmes, municipaux, provinciaux et nationaux par lesquels l'État essaie d'aider les gens qui sont dans le besoin. Nous avons des groupes choisis. Nous donnons tant aux personnes âgées. Elles ne reçoivent pas assez. Nous donnons tant aux invalides sous l'égide des gouvernements provinciaux. Les histoires que racontent ces gens sont absolument honteuses. Quelqu'un a dit un jour qu'il fallait presque être mort et pouvoir le prouver avant d'être considéré comme totalement invalide par certaines autorités. Nous avons nos allocations familiales qui apportent une certaine aide aux personnes qui y ont droit. Nous avons encore beaucoup plus à faire.

Nous devrions étudier soigneusement la suggestion du député. Il a fait remarquer que son parti avait été le premier à faire cette proposition. D'autres groupes ont également proposé un revenu annuel garanti. Il faut être très prudent lorsqu'on parle des messieurs de l'autre endroit, mais on les décrit rarement comme des radicaux brillants. Toutefois, le comité sénatorial sur la pauvreté a présenté un document très intéressant. Je pense qu'ils étaient sincères lorsqu'ils se sont penchés sur le problème. Ils ont demandé l'établissement d'un programme de revenu annuel garanti. Je ne sais pas si le gouvernement actuel a accueilli leur suggestion avec beaucoup de sérieux, mais lorsqu'un groupe de législateurs aussi compétents donne son appui à une proposition, cela devrait certainement donner quelque chose. Lorsque j'ai entendu pour la première fois, l'expression revenu annuel garanti cela faisait tiquer bien des gens. On pensait qu'il s'agissait d'un moyen d'encourager les paresseux, les voyous, les assistés sociaux, etc., en leur donnant un statut légitime.

Nous devons étudier soigneusement s'il ne serait pas temps de remplacer toute cette masse de programmes par quelque chose de plus efficace, de mieux organisé et d'une application plus universelle. Je vois le revenu annuel garanti d'un bon œil car ce serait une façon d'augmenter l'efficacité de ces programmes. Nous savons que, dans notre société, nous devons donner une sécurité à certaines personnes. Nous devons faire plus pour les personnes âgées. Nous devons faire plus pour ceux qui ont entre 60 et 65 ans. Lors de la dernière session, je disais qu'il serait amusant si ce n'était pas si tragique de voir que si vous avez 90 ans, vous pouvez travailler comme bon vous semble et obtenir le maximum de votre retraite, mais si vous travaillez dans une période plus productive cela vous est déduit.

De nos jours, on rencontre partout au pays des gens qui se retirent de la population active pour s'inscrire plutôt à un programme d'aide de l'État. Voilà qui est troublant. Nous ne devrions jamais chez nous en arriver au point où